



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

General Electric Belfort

Question au Gouvernement n° 1872

Texte de la question

GENERAL ELECTRIC BELFORT

M. le président. La parole est à M. Ian Boucard.

M. Ian Boucard. « Belfort a un avenir industriel. Votre activité a une importance stratégique pour la France et sera donc défendue. » Ces propos, monsieur le Premier ministre, ont été adressés aux salariés de General Electric et d'Alstom par Emmanuel Macron, alors ministre de l'économie, lors de sa visite à Belfort en mai 2015. Il avait alors ajouté : « Vous pouvez compter sur moi. »

Aujourd'hui, Belfort compte sur le Président de la République, car la situation du site de General Electric, où sont produits les TGV et les centrales nucléaires, est telle qu'une aventure industrielle vieille de 140 ans est gravement menacée.

Lorsque GE a racheté la branche énergie d'Alstom, le projet prévoyait la création de 1 000 emplois, ce qui ne s'est jamais passé. Pire encore, on compte déjà 264 suppressions de postes. Notre territoire se prépare à devoir subir un plan social de près de 1 000 emplois et les salariés de General Electric ne peuvent pas attendre la fin des élections européennes pour que vous agissiez.

C'est pourquoi les élus du Territoire de Belfort ont appelé le Président de la République à tenir les engagements qu'il a pris lors de cette fusion qu'il a souhaitée.

Il faut d'urgence enclencher la diversification de l'activité industrielle, car il n'est pas concevable de permettre le démantèlement de l'industrie française. Pour cela, nous vous avons proposé quatre pistes.

La première concerne le plan grand carénage d'EDF, qui vise à augmenter la durée de vie des centrales nucléaires. Ceux qui, à Belfort, ont fabriqué hier les turbines à vapeur, seront les mieux placés pour en assurer demain la remise à niveau. Cela assurerait un haut niveau de charge pour le site et, ainsi, le maintien de l'emploi.

Ensuite, vous pourriez aider à la diversification du site par le biais de l'aéronautique, secteur d'avenir où GE est déjà engagé dans une co-entreprise avec SAFRAN.

Enfin, la filière industrielle de l'hydrogène – sur laquelle notre département est engagé et reconnu internationalement –, et celle du digital sont autant d'autres solutions pour sauver 140 années d'histoire industrielle.

Des propositions, nous en avons, mais nous avons désormais besoin de vos engagements. Les salariés de GE

ont besoin que vous vous engagiez rapidement car le temps presse.

Emmanuel Macron a dit que l'on pouvait compter sur lui. Il est temps de passer de la parole aux actes pour sauver le site industriel de Belfort et prouver que cette parole avait de la valeur. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LR.*)

M. le président. La parole est à Mme la secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances.

Mme Agnès Pannier-Runacher, *secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances*. Vous m'interrogez sur la situation de l'entreprise General Electric. La situation de ses sites industriels, notamment de celui de Belfort, fait l'objet d'une très grande attention de la part du Gouvernement. J'en veux pour preuve que, le 7 février dernier, nous avons réuni, avec Bruno Le Maire, le comité de suivi des engagements qui avaient été pris par General Electric lors de l'acquisition de la branche énergie d'Alstom.

Sur la période de 2015 à 2018, je tiens à rappeler que plus de 1 milliard d'euros a été investi par General Electric en France. Par ailleurs, l'entreprise a recruté 3 000 personnes, 425 emplois ayant été ainsi créés à la mi-2017, ramenés à 25 emplois nets à la fin de 2018.

Dans ce contexte, nous avons obtenu de General Electric la mise en place d'un fonds d'investissement pour la réindustrialisation des sites de General Electric doté de 50 millions d'euros. Sa gouvernance est aujourd'hui quasiment en place, avec un président qui dispose d'une expérience industrielle et qui reverra l'ensemble des projets d'industrialisation avec, à ses côtés, des représentants des élus locaux.

S'agissant spécifiquement du site de Belfort, je précise que nous travaillons en ce moment sur la question de l'aéronautique et que nous avons pris des contacts concernant celle du carénage. Nous n'avons pas attendu votre question (*Exclamations sur les bancs du groupe LR*) pour travailler sur celle des jumeaux numériques dans le gaz.

Ces questions avancent avec des moyens idoines – 50 millions – et une mission présidée par un grand industriel et des équipes mobilisées qui sont dans les actes, pas dans les paroles. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM.*)

Données clés

Auteur : [M. Ian Boucard](#)

Circonscription : Territoire de Belfort (1^{re} circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1872

Rubrique : Entreprises

Ministère interrogé : Économie et finances (Mme la secrétaire d'État auprès du ministre)

Ministère attributaire : Économie et finances (Mme la secrétaire d'État auprès du ministre)

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [11 avril 2019](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [11 avril 2019](#)